

Sujet général :

« Nous n'avons pas à sacrifier l'industrie française sur l'autel de la lutte contre le réchauffement climatique. Que les Américains et les Chinois commencent. » (Éric Zemmour, France Inter, 2022.)

En 2021, malgré la pandémie, plus de quatre milliards et demi de tonnes de pétrole ont été consommées à travers le monde. Un chiffre qui illustre à quel point le monde — tant l'industrie que les ménages — dépend du pétrole et des énergies fossiles polluantes. Mais qui doivent être les premiers à renoncer à de telles ressources pour la transition écologique ?

Éric Zemmour apporte une réponse en affirmant : « Nous n'avons pas à sacrifier l'industrie française sur l'autel de la lutte contre le réchauffement climatique. Que les Américains et les Chinois commencent. » Ainsi, selon lui, puisque les grandes puissances polluent énormément, rien ne sert aux plus petits pays à l'impact environnemental moins élevé de risquer de pénaliser leur industrie contre le réchauffement climatique.

Mais ces pays, à l'image de la France, doivent-ils vraiment sacrifier leur économie pour lutter contre le réchauffement climatique, sans attendre l'engagement des gros pollueurs ? Nous répondrons à ces deux questions en observant les pays qui doivent faire le premier pas, et ceux qui l'ont déjà fait. Ensuite, nous analyserons l'impact de la décroissance sur le réchauffement climatique, puis sur l'industrie.

Premièrement, selon l'opinion publique, la Chine ou les États-Unis d'Amérique sont les grands responsables du réchauffement climatique, alors que des pays tels que la France font des efforts pour développer des énergies durables et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. En effet, les deux puissances citées sont responsables d'environ quarante-cinq pour cent des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. En connaissant un tel chiffre, il est facile de montrer du doigt les gros pollueurs et de faire oublier la responsabilité du reste du monde. Or une transition écologique efficace dépend de la volonté de toute la planète, de l'Amérique du Nord à l'Afrique subsaharienne en passant par l'Europe. Certes, il paraît impossible de rendre le rêve de la neutralité carbone réel sans un effort des gros pollueurs majoritaires, mais rappelons que plus de la moitié des gaz à effet de serre sont émis par des pays « lambdas », qui peuvent faire des efforts à leur échelle sur le plan environnemental. La COP27 de 2022, bien que les objectifs qui y ont été fixés soient critiqués pour leur manque d'ambition, est un récent exemple qui prouve qu'il existe une volonté de collaborer entre les pays. Chaque année, l'ONU est capable de réunir la quasi-totalité des pays du monde afin de coordonner leurs actions pour le bien-être environnemental de la planète. Une telle alliance contre le réchauffement climatique a des effets positifs sur le climat : entre 2018 et 2019 (impossible donc de remercier la pandémie de 2020), les États-Unis d'Amérique ont réduit de 2,6 pour cent leurs émissions de gaz à effet de serre. Même les gros pollueurs font des efforts, et les pays comme la France ne peuvent donc saboter de tels programmes internationaux. Le processus de diminution des émissions des grandes puissances, pour autant qu'elles le veulent, prend du temps. Mais quand les cinquante-cinq pour cent restants n'existeront plus, il est probable que les puissances en question décident de l'accélérer. Cette solidarité mondiale paraît idéale et utopiste. Mais dans les faits, est-elle réalisable pour un pays ?

Plusieurs pays « lambdas » ont déjà fait de réels efforts, qui n'ont qui plus est pas pénalisé leur économie, si bien que s'engager dans une transition écologique est devenu une normalité. Lorsque la prise de conscience d'un réchauffement climatique débuta, s'engager dans une « transition écologique » relevait d'un acte héroïque et inatteignable que les pays devraient accomplir dans le futur. Mais ces dernières années, le nombre de pays faisant de réels efforts pour le climat n'a fait qu'augmenter, si bien que la France a fait de la neutralité carbone son objectif pour 2050, ce qui paraît réalisable — le pays ne serait pas le premier à y parvenir —, pour autant que la volonté du peuple et du gouvernement soit présente. Un but pour un avenir proche donc, qui fait trembler certains politiciens au vu de certains sacrifices qu'il faudra accepter pour y parvenir. Mais les pays qui, en pratique, font depuis le début des efforts pour le climat s'approchent de cet objectif et prouvent qu'il n'est pas inatteignable. Les pays du nord de l'Europe sont souvent le premier exemple qui nous vient en tête, et ce à juste titre. Mais l'Éthiopie se pose en leader du continent africain en matière d'énergies renouvelables, et entendait en 2015 avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre de plus de soixante pour cent d'ici 2030. Avec un PIB plus de vingt fois inférieur à celui de la France, le pays prouve que l'engagement en faveur du climat s'adresse à tous, y compris les pays les plus démunis. Et donc que la solidarité évoquée plus tôt ne dépend en fait que de la volonté de chacun.

De plus, certains affirment qu'il est nécessaire que les pays acceptent l'idée de décroissance économique s'ils veulent s'engager en faveur du climat. Selon eux, la technique ne saura sauver à elle seule la planète et il faut que les pays limitent leur production (polluante) et que chaque citoyen diminue sa consommation afin de limiter la pollution. Or, c'est grâce à la croissance économique que la technique peut se développer, et cette technique est indispensable dans la lutte contre le réchauffement climatique, même si elle n'est pas seule dans ce combat. En effet, sans la technique (et donc la croissance économique), le développement des énergies renouvelables n'aurait pu se faire : l'hydraulique, le solaire, l'éolien ou la géothermie ont récemment vu le jour grâce à la croissance, et en prônant une décroissance économique, l'on accepte l'idée d'arrêter là le progrès. En reprenant l'exemple de l'Éthiopie, le pays a su, grâce à la technique, pallier l'absence de gaz et de pétrole sur ses terres et réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Le pays a placé des barrages dans le Nil, et développé l'éolien pour les périodes de sécheresse. Dans un pays aussi chaud, le solaire et la géothermie sont aussi énormément sollicités. Évidemment, l'Éthiopie n'est de loin pas la seule à se rapprocher de l'indépendance énergétique grâce à la technique : on pense à l'Islande et la géothermie, la Suisse et l'hydraulique... Mais la science a sauvé l'Éthiopie, qui n'a pas eu le choix de l'utiliser (puisque ses sols n'ont ni pétrole ni gaz). Et elle pourrait sans aucun doute rendre indépendant chaque pays le souhaitant, la technique sachant s'adapter aux particularités de chacun grâce au progrès, et à la croissance économique. L'on note que cette relation entre croissance et science est réciproque : les énergies fossiles n'étant par définition pas infinies, un jour viendra où l'industrie n'aura d'autre choix que de s'approvisionner exclusivement en énergies renouvelables, obtenues grâce à la technique. Un jour viendra où l'industrie devra utiliser les techniques qu'elle a développées pour continuer à produire. Celle-ci est donc bien protégée, n'aura pas à être « sacrifiée » pour deux raisons : elle est indispensable dans la lutte contre le réchauffement climatique et la technique est capable de la sauver, malgré l'épuisement futur des énergies fossiles. Mais il existe un autre danger auquel elle doit faire face, le vœu des consommateurs.

L'industrie a les capacités de s'adapter à la transition écologique et d'en profiter. Actuellement, le secteur de l'industrie émet dix-huit pour cent des gaz à effet de serre. Les énergies utilisées lors de la fabrication, le transport de produits... la technique, comme nous venons de l'expliquer, est capable de réduire ces émissions (énergies renouvelables, moyens de transport écologiques...), mais rien n'est gratuit. En effet, aucune entreprise ne dépensera d'argent pour devenir écologique sans rien obtenir en retour. Or, les consommateurs veulent de plus en plus, en suivant la mode du vert, de produits respectueux de l'environnement. Cela pousse les entreprises à investir dans des techniques réduisant leurs émissions et à le faire savoir, afin de satisfaire une nouvelle demande et conserver, voire augmenter, leur chiffre d'affaires. L'on assiste ainsi à la naissance de systèmes d'évaluation reposant sur divers critères définissant à quel point un produit respecte l'environnement. C'est le cas de certains articles Coop, présentant un « éco-score », ou encore des produits « ecodesign » de Decathlon. La transition écologique n'est donc pas responsable du sacrifice de l'industrie puisqu'elle l'améliore en ouvrant un nouveau marché. De plus, les entreprises ont bien plus intérêt à devenir écologiques qu'un État, puisqu'elles réaliseront un profit à court et long terme (même si lorsque la vague verte perdra de sa hauteur, les investissements auront été rentabilisés). De plus, ce nouveau marché écologique ne s'ouvre pas qu'en France ou en Europe, mais bien partout dans le monde: même les industries américaine ou chinoise devront, pour survivre, répondre à la demande des consommateurs.

Pour conclure, grâce à la science, tous les pays du monde ont les moyens de s'engager dans la lutte contre le climat sans pénaliser leur industrie, et tous doivent s'engager pour que les efforts fournis soient efficaces.

En revanche, avec tous les moyens mis à disposition, la transition écologique va-t-elle assez vite? Avant la pandémie de 2020, la proportion d'énergies fossiles consommées au niveau mondial par rapport aux énergies renouvelables s'élevait à huitante-trois pour cent. Prendre soin de la planète a un coût, qui ne pousse pas tous les États s'engager pour le climat. Alors finalement, voulons-nous vraiment faire de l'écologie une priorité?

Bibliographie

- SASISTA.FR, *Les Vingt Premiers Pays ayant le PIB le plus élevé par habitant à travers le monde en 2021*, <https://fr.statista.com/statistiques/661077/classement-pays-plus-eleve-monde-pib/>, page consultée le 2 décembre 2022.
- EPI.YALE.EDU, *2022 EPI results*, <https://epi.yale.edu/epi-results/2022/component/epi>, page consultée le 2 décembre 2022.
- OXFAM FRANCE, *La transition écologique, clé d'un avenir durable et solidaire*, <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/transition-ecologique/>, page consultée le 4 décembre 2022.
- MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, *Chiffres clés du climat*, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2022/6-emissions-de-co2-hors-utcat#:~:text=En%202019%2C%20la%20Chine%20reste%20le%20premier%20pays,68%20%25%20%28soit%20de%2015%2C3%20Gt%20CO%20%29,> page consultée le 4 décembre 2022.
- LE JOURNAL INTERNATIONAL, *Six Pays qui cherchent l'indépendance énergétique*, <http://www.lejournalinternational.info/six-pays-qui-cherchent-lindependance-energetique/>, page consultée le 4 décembre 2022.